

Paris, le 31 août 2020

**Absence de distribution de la presse quotidienne nationale dans les Bouches-du-Rhône :**

**Culture Presse dénonce un déni de démocratie**

Depuis la mi-mai, la distribution de la presse quotidienne nationale dans la région de Marseille n’a toujours pas repris.

A la colère des marchands de presse qui n’ont plus de papier à vendre s’ajoutent le désarroi et l’incompréhension des lecteurs-citoyens privés de leurs sources d’information. Cette impossibilité d’accès à la presse sur toute une région est une discrimination inacceptable.

Rappelons que la continuité de la distribution de la presse est une obligation pour tous les acteurs de notre filière, et la garantie de valeurs aussi essentielles que la liberté de s’informer et de penser. La presse que l’on maltraite dans les Bouches-du-Rhône, c’est tout simplement la démocratie que l’on malmène.

Cette situation délétère est la conséquence de la liquidation judiciaire de la filiale régionale de Presstalis et des blocages organisés par la CGT et les salariés ex-SAD pour empêcher les plans de secours des messageries et des éditeurs de se mettre en place et livrer les points de vente.

Ce conflit, qui n’est pas celui des marchands de presse, les pénalise durement : magasins désertés, activité en berne, saison estivale perdue, stocks d’invendus qui encombrent inutilement les réserves, habitudes de fréquentation qui se perdent côté clientèle… Tous les voyants sont au rouge dans un réseau de vente qui n’en demandait pas tant.

Avec la Vice-Présidente (Soazig Le Labourier), le Président de la région Sud-Est (Nicolas Laugier) et le Président de la délégation locale Fréjus/Toulon (François Marmion), j’ai tenu à me déplacer les 27 et 28 août derniers pour aller à la rencontre de mes confrères à Marseille, Miramas, Aix-en-Provence et Toulon.

Nous avons constaté l’absence d’évolution et le pourrissement généralisé de la situation. Nous souhaitons aussi rendre hommage au travail de terrain quotidien effectué depuis la mi-mai par nos équipes, Présidents et responsables des délégations locales et régionale, qui sont en contact permanent avec nos adhérents et nos partenaires pour tenter de pallier les difficultés.

La sortie de crise ne dépend pas de Culture Presse, mais j’appelle en conscience tous les acteurs de la filière à se rassembler et se concerter pour trouver une issue rapide à une situation qui se détériore chaque jour un peu plus au détriment de l’intérêt général.

 Daniel Panetto

Président de Culture Presse